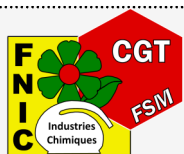




LA VOIX

la
cgt

des industries chimiques



n°548 FÉVRIER 2021
SOMMAIRE

LES LUTTES

4-5

- EXXONMOBIL
- MICHELIN
- SANOFI

ACTUALITÉ

6

- CUBA : LEVÉE IMMÉDIATE
DES SANCTIONS ET DU
BLOCUS

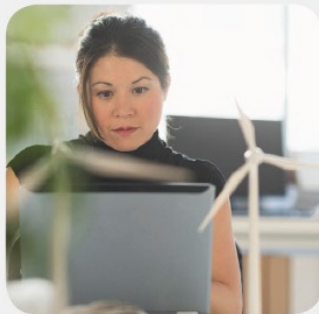
DOSSIER

7-10

- FÉMINISME ET LUTTE DES
CLASSES



PROFESSIONNELS
DES MÉTIERS DE
SERVICES,
VOUS PASSEZ TOUT
VOTRE TEMPS
À PRENDRE SOIN
DES AUTRES.



ET VOUS ?
QUI PREND SOIN
DE VOUS ?

Complémentaire Santé – Prévoyance – Retraite

C'est parce que nous connaissons si bien les métiers de la santé, du conseil, de la restauration, de l'hôtellerie, du transport, et des commerces de proximité que nous sommes en mesure de vous apporter les solutions les plus adaptées à vos besoins. KLESIA, au service des entreprises de service depuis plus de 65 ans.

KLÉSIA
PROTECTION ET INNOVATION SOCIALES

ENGAGEONS LA RIPOSTE !

n° 548

VOIX DES INDUSTRIES CHIMIQUES

Case 429-93514 Montreuil cedex

Tél. : 01.84.21.33.00

<http://www.fnic-cgt.fr>

Email : contact@fnic-cgt.fr

Directeur de la publication : Emmanuel LEPINE

Commission paritaire n° 0123 S 06355

Conçu et réalisé par la FNIC CGT

Bimestriel - 1,06 €

Imprimé par ADDAX imprimerie

Issn = 0763-7497

Englués dans la routine du quotidien, dans le miroir aux alouettes des médias ou des réseaux sociaux, anesthésiés par une idéologie qui nous martèle qu'il n'y a aucun autre monde possible, nous sommes, pour la plupart, aveugles sur les réalités du monde du travail.

La pire crise économique depuis des décennies est là, elle frappe d'abord les précaires, les chômeurs, les femmes, les étudiants, de plus en plus nombreux à se retrouver à la soupe populaire pour survivre. Le tsunami de licenciements touche d'abord les petites entreprises, la sous-traitance, le secteur des services bien plus que les secteurs industriels pourtant bien éprouvés.

Dans tous les grands groupes de nos secteurs professionnels, les plans de suppressions de postes sont massifs, systématiques, indécents. Ils accompagnent un maintien, voire une hausse des profits pour les actionnaires, des rivières de cash permettent aux requins de la finance de jouer au Monopoly planétaire et de réaliser des affaires juteuses.

Nous assistons bien à un changement de société, qui est l'inverse de celui que nous recherchons : capitalisme débridé, précarisation et généralisation de l'individualisation, auto-entrepreneuriat, fin des garanties collectives et de la Sécurité sociale qu'on a tuée à grands coups de cadeaux aux entreprises, effondrement des services publics, etc.

Ce champ de décombres est celui d'une époque où tout est possible, depuis le pire des populismes jusqu'aux plus grandes opportunités. La période est sombre, notre syndicalisme de combat doit rester ou redevenir lumière pour le monde du travail.

Des perspectives existent, nous avons un projet de société qui est viable, porteur d'espoir, d'égalité et de réponse aux besoins mais pour le mettre en place, nous devons nous battre !



Que personne, aucun militant, ne délègue son combat, chacun et chacune doit prendre sa place dans cette convergence pour démarrer la riposte ! La lutte se mène sans reculer, à nous tous de faire de chaque lutte une brique de la société que nous voulons bâtir.



LES LUTTES

GRÈVE DES SALARIÉS EXXONMOBIL CONTRE LA DICTATURE SALARIALE IMPOSÉE PAR LA DIRECTION

Mercredi 16 décembre 2020, s'est déroulée la négociation salariale dans le groupe ExxonMobil. Elle s'est traduite par le mépris des salariés en annonçant le gel des salaires pour 2021.



Malgré les efforts consentis par les travailleurs pendant les périodes de confinement liées à la crise sanitaire, la direction ExxonMobil n'a pas été capable d'attribuer une forme de reconnaissance aux salariés qui ont maintenu l'activité sur les sites de production. Pire, les richesses

créées pendant cette période ont permis de maintenir le versement de millions de dividendes aux actionnaires qui n'ont pas cédé un centime aux travailleurs.

Face à cette provocation, les salariés « postés et journaliers » se sont mis en grève du jeudi 17 au lundi 21 décembre 2020 pour revendiquer une augmentation de salaire et de la reconnaissance.

La lutte des travailleurs n'a pas permis de changer la position de la direction concernant les salaires mais elle a permis d'arracher 5 jours de RTT imposés par la direction. Une première chez ExxonMobil qui ne négocie jamais pendant une grève. **CELA CONFIRME BIEN QUE SEULE LA LUTTE FAIT PLIER LE PATRONAT ET MÈNE À LA VICTOIRE.**



LA COORDINATION DES SYNDICATS CGT-MICHELIN

EN LUTTE CONTRE UNE ÉNIÈME DESTRUCTION D'EMPLOI.

Les cendres de l'usine de La Roche-sur-Yon fument encore que l'entreprise Michelin annonce une nouvelle coupe sombre dans les effectifs avec 2 300 emplois supprimés. Cela fera près de 12 % de l'effectif supprimé d'ici 2023 et promet bien pire après.

Cette entreprise compte à peine 19 500 salariés aujourd'hui, alors qu'au début des années 1980 elle en comptait près de 50 000.

La CGT Michelin ne se laissera pas faire.

Dès le 9 janvier 2021 des débrayages ont eu lieu sur Clermont, le 11 janvier à Cholet, les 20 et 21 janvier à Vannes, le 21 au Puy...

La coordination après avoir fait ces appels à la grève dispersés afin d'avoir un ressenti des salariés qui sont enfermés dans la communication patronale « aucun licenciement sec ou de départ contraint » prépare la

convergence des luttes sur l'ensemble des sites le même jour en même temps.

Cette réduction supplémentaire d'effectif, associée à une augmentation de productivité de 5 % par an, va générer une dégradation des conditions de vie et de travail sans précédent.

La désorganisation ou le grand bordel recherché par l'entreprise dans cette configuration, n'aura comme issue que l'excuse tant recherchée par Michelin pour faire porter le chapeau aux salariés qui seront jugés non compétitifs. Chez Michelin : des dividendes pour l'actionnaire et l'enfer pour les salariés.

La coordination CGT est prête pour dégager ce plan ANTISOCIAL.



LES LUTTES

SANOFI

LA CGT SANOFI EN LUTTE



Une nouvelle fois le groupe Sanofi vient d'annoncer une restructuration de plus, qui supprimera 1 700 emplois, dont près de 400 en Recherche. On n'est pas sans se rappeler qu'en 7 ans le groupe avait déjà supprimé quelque 6 000 emplois.

Trop c'est trop, il n'en fallait pas plus dans cette période de pandémie pour qu'à l'appel de la seule CGT la quasi-totalité des sites du groupe soit en grève le 19 janvier avec une participation massive, suivie par

un appel à la grève reconductible à partir du 1^{er} février et une manifestation devant le siège le 4 février.

Restructuration d'autant plus inacceptable dans la période de pandémie que le pays et la planète traversent. A l'heure où tout l'outil industriel et de recherche devrait être consacré au combat contre la covid-19, c'est sans aucun scrupule qu'est annoncée une nouvelle casse du groupe. Comment s'étonner que le groupe affiche un retard de 12 mois sur ses travaux COVID après son premier échec.

Pourquoi un tel mutisme des pouvoirs en place qui laissent faire sans même s'en émouvoir alors que, dans le même temps de toutes ces restructurations, le groupe a perçu des millions d'argent public notamment le crédit impôt recherche.

Le président monarque a annoncé la reconquête de notre indépendance thérapeutique et de notre sécurité sanitaire. Mensonge, puisque dans le même temps il laisse casser notre industrie pharmaceutique, 35 PSE en cours dans la branche. Il est complice des choix capitalistes qui tuent des milliers de citoyens du pays, des millions dans le monde.

**COMME NOS CAMARADES DE SANOFI,
TOUS EN LUTTE POUR QU'ENFIN LE
CAPITALISME TRÉPASSE.**



CUBA : LEVÉE IMMÉDIATE DES SANCTIONS ET DU BLOCUS

Les capitalistes ne désarment pas contre CUBA et Trump : un de leurs bras armés, vient de commettre une énième forfaiture dont il a le secret !

Après avoir subi une défaite électorale cinglante, et après avoir incité des extrémistes fascisants, à son image, à envahir le Capitole de Washington, il vient d'inscrire Cuba ce lundi 11 janvier sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme.

Le gouvernement américain a donc décidé de qualifier Cuba d'État sponsor du terrorisme... On croit rêver.

Accuser Cuba de soutenir le terrorisme est proprement scandaleux.

Cuba applique ce qu'avait déclaré Fidel Castro : «*dans le monde, nous n'envoyons pas des bombes mais des médecins*». Les personnels médicaux cubains des brigades Henri Reeves sont venus en aide à de très nombreux pays pour lutter contre la pandémie du coronavirus, cette dernière manœuvre de Trump donne la nausée.

Tous les travailleurs, les citoyens peuvent juger et comparer : d'une part, la «démocratie moderne» de Washington, les images dans les hôpitaux américains et le plus grand nombre de décès dus à la pandémie, les images des actions de la police US contre les noirs, les pauvres, et de l'autre, les brigades de médecins et de personnels de santé cubains qui ont été en première ligne de la bataille contre le coronavirus dans 38 pays du monde suscitant la reconnaissance et la demande mondiale pour qu'elles reçoivent le prix Nobel de la paix.

Chacun peut juger et comparer.

Non seulement Cuba ne soutient pas le terrorisme, mais elle a été victime de dizaines d'attaques et d'actions terroristes, orchestrées et dirigées par des agences et des gouvernements américains.

C'est Cuba qui a souffert dans sa chair d'actes de terrorisme, avec 3 478 personnes tuées et 2 099 infirmes. Et ces actes de terrorisme ont été perpétrés et couverts par les Etats-Unis.

On pourrait aussi citer les multiples tentatives d'assassinat contre Fidel Castro, plus de 600, qui sont bien aussi des actes de terrorisme.

La décision du gouvernement Trump signifie encore plus de discriminations et de sanctions contre le peuple cubain. Elle s'ajoute aux sanctions du blocus actuel qui dure depuis des décennies, qui impliquent des entraves aux aides économiques, l'interdiction faite aux institutions internationales d'y financer des projets, ainsi que des mesures de rétorsion fiscale et douanière contre les entreprises et les personnes y développant des activités..

Le gouvernement US va changer mais la politique envers Cuba changera-t-elle de fait ? On peut craindre que non.

Sans pression populaire, sans pression internationale, rien ne sera modifié de ce côté-là.

Nous devons donc multiplier les initiatives pour exiger la fin de ce blocus, et obliger toutes les autorités, en France comme dans le monde, à se manifester pour qu'enfin Cuba retrouve le droit de développer son économie et sa politique sociale sans entraves, dans le respect du droit international de non ingérence, et avec la coopération et la solidarité comme moteur des relations entre états.

Cuba est un pays qui oeuvre pour la paix dans le monde et la seule parcelle de son territoire où les droits de l'homme ne sont pas respectés, c'est l'enclave de Guantanamo, illégalement occupée par les Etats-Unis avec une prison où ont été détenus sans jugement depuis 2002 jusqu'à 700 prisonniers, et encore 40 aujourd'hui, en dehors de toutes les règles du droit international, comme vient de le rappeler un rapport d'experts des droits de l'Homme de l'ONU.

Nous sommes fiers d'être du côté de Cuba.

Nous vous appelons à soutenir toutes les actions qui seront prises pour mettre fin à ce blocus.



LES FEMMES

EN PREMIÈRE LIGNE SUR LE TERRAIN

CONTRE LE CAPITALISME ET LE PATRIARCAT

L'égalité entre les femmes et les hommes n'existe dans aucun pays. Les luttes des féministes ont pourtant permis de belles conquêtes. Mais naître femme entraîne une propension à ce que nos devoirs soient plus nombreux que nos droits ! Dès lors, ne convient-il pas de s'interroger sur cette injustice qui perdure au fil des siècles ? Pourquoi un tel acharnement ? Revendiquer l'égalité c'est, non pas nous « hisser » au même statut que les hommes, mais modifier les statuts tels qu'ils existent aujourd'hui.

En ce sens, chacune de nos revendications sociales est à même de déstabiliser l'ordre établi pour ouvrir vers la transformation profonde de la société.

Partout dans le monde, les peuples se lèvent afin de conquérir des changements de société.

Le mouvement féministe international est un levier puissant et indispensable de la révolution que nous devons mener. Depuis 2017, la vague #metoo a déferlé sur l'Europe et a profondément bouleversé la société. Les femmes, massivement, ont pris la parole pour dénoncer le patriarcat. À travers leurs luttes, les femmes sont en train d'écrire une page de l'Histoire de l'émancipation humaine. Elles se mobilisent pour l'égalité, la liberté, la solidarité et la sororité, non pas seulement pour elles mais pour la société toute entière.

L'égalité, par essence, n'accepte aucune domination, aucune soumission, aucune exploitation. L'émancipation des femmes est avant tout une émancipation humaine.

Ce que gagnent les féministes profite à toutes et tous.

Si nous investissons massivement dans le combat féministe, nous aiderons à ce qu'elles continuent d'imaginer et de dessiner la société que nous voulons pour demain. La jeune génération est sur le front de nouvelles conquêtes et commande à notre organisation syndicale d'être à la hauteur de ses valeurs, de son audace, de son ambition révolutionnaire. L'impatience de ce changement profond des féministes s'exprime partout.

Nous ne voulons plus attendre !

" N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. "

disait Simone de Beauvoir.

Nous y sommes !



Les violences faites aux femmes sont le bras armé du patriarcat. Elles sont partout. Elles sont diverses : emprises, injures, harcèlements, coups, viols...

À chaque fois, les violences sexistes et sexuelles constituent un cinglant rappel à l'ordre patriarcal et capitaliste. Elles ne relèvent pas du domaine privé, mais d'une problématique publique et politique. Elles peuvent être arrêtées par des politiques publiques, volontaristes et financées.

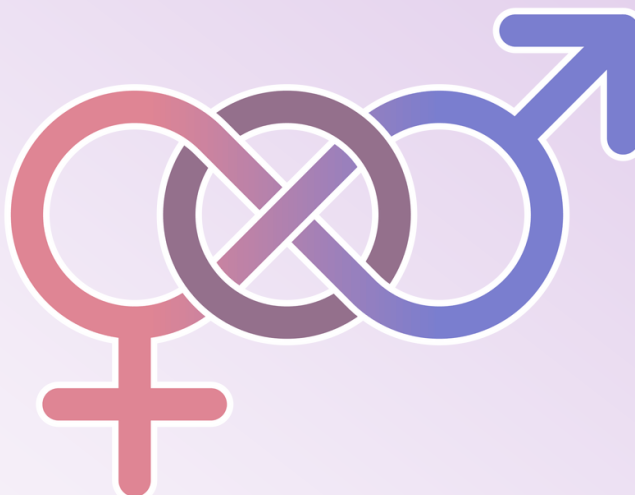
En 2020, en France, 7^{ème} puissance économique mondiale, des êtres humains se font assassiner parce que ce sont des femmes. Ce sont des féminicides.

1 femme tous les 2 jours est tuée par son conjoint ou son ex conjoint !

Selon Eve Ensler (dramaturge et féministe américaine, *Les Monologues du vagin*) : « Le mécanisme des violences est ce qui détruit les femmes, contrôle les femmes, diminue les femmes et maintient les femmes à leur soi-disant "place" ». Ainsi si 86 % des victimes de violences sexuelles enregistrées par les services de police et de gendarmerie en France sont des femmes, 99 % des personnes condamnées pour violences sexuelles sont des hommes.

Aussi on peut noter que la violence masculine contre les femmes ne connaît aucune frontière géographique, aucun âge limite, aucune classe, race ou distinction culturelle.

Elle se manifeste sous différentes formes et les auteurs vont des partenaires intimes et membres de la famille, collègues de travail et connaissances, jusqu'aux étrangers et auteurs institutionnels. Tous les types de violence masculine contre les femmes sont liés et forment un continuum de violence (conceptualisé par Liz KELLY, professeure et directrice de l'Unité des études sur la maltraitance des femmes et des enfants à la London Metropolitan University en 1988) qui prend des formes très diverses, depuis des violations évidentes des droits des femmes à des formes plus subtiles de contrôle sur les vies, les corps et la sexualité des femmes.



En 2017 en France, **94 000** femmes âgées de 18 à 75 ans ont déclaré avoir été victimes de viols et de tentatives de viol **au cours de l'année**. Il s'agit d'une estimation minimale. Dans 91 % des cas, ces agressions ont été perpétrées par une personne connue de la victime. Dans 47 % des cas, c'est le conjoint ou l'ex-conjoint qui est l'auteur des faits. Suite aux viols ou tentatives de viol qu'elles ont subis, seules 12 % des victimes ont porté plainte (qu'elles l'aient ensuite maintenue ou retirée).

De leur côté, les forces de sécurité ont recensé, en France en 2017, 42 000 victimes de violences sexuelles (dont 17 000 victimes de viol). Les mineur.e.s représentent plus de la moitié (56 %) des victimes connues, soit plus de 23 000 enfants et adolescent.e.s. Parmi eux près de 18 000 sont âgé.e.s de moins de 15 ans.

Chaque jour, en France, des femmes et des enfants sont victimes de violences psychologiques, verbales, économiques, obstétricales, gynécologiques, physiques ou sexuelles. Une femme meurt tous les 2 jours assassinée par son compagnon ou son ex-compagnon, 30 % des femmes ont été victimes de harcèlement sexuel au travail. 4 millions de personnes en France ont été victimes d'inceste. Les injures transphobes et lesbophobes ont augmenté de 36 % en France en 2019. Qu'elles aient lieu à la maison, au travail ou dans la rue, les violences ne sont pas une fatalité. Jamais.

Oui, les violences faites aux femmes sont systémiques.

 **Il est illusoire de vouloir les éradiquer avec des textes parcellaires et des mesures parcimonieuses.**

 **Il est possible d'en finir avec les violences faites aux femmes et aux enfants.**

Parce que nous sommes cégétistes, nous portons un féminisme – lutte des classes.

La casse des services publics et le démantèlement des solidarités héritées du Conseil National de la Résistance, notamment



les retraites et la Sécurité sociale, aggravent encore plus la situation économique des femmes. La covid et le confinement, les fermetures des écoles, ont épuisé particulièrement les femmes au travail comme à la maison. Appauvries et précarisées, elles sont encore plus vulnérables face aux violences. Pourtant, le confinement a révélé au grand jour le rôle primordial des femmes, premières de corvées dans les secteurs les plus indispensables à la société.

Une alternative féministe ne peut être dissociée du combat contre le capitalisme et l'extrême droite, contre le racisme tout comme contre les LGBT-phobies. Oui, des hommes alliés des femmes se questionnent sur leurs idées et leurs pratiques, et écoutent et soutiennent les femmes, par humanité, par solidarité.

Ce combat a permis de gagner en 2019 une convention de l'Organisation Internationale du Travail, première loi mondiale contre les violences et le harcèlement. Quelle surprise ! Le Medef bloque la mise oeuvre de cette convention, avec le soutien du gouvernement français.

Les femmes « premières de corvées » ont clairement été en première ligne pendant le confinement, très majoritaires parmi les professions essentielles et donc les plus exposées à la pandémie, majoritaires également - du fait de la répartition inégale des tâches domestiques et de la fermeture des écoles - à assurer ce que les associations féministes appellent la « **triple journée** », et malheureusement victimes de violences conjugales et intrafamiliales dans un contexte particulièrement propice à leur développement. Le Coronavirus est même devenu un prétexte à des violences et a renforcé l'emprise des agresseurs sur des victimes coincées 24h/24 avec eux.

Ce n'est que la partie immergée de l'iceberg car il se révèle difficile d'entrer en action pour des victimes durant cette période.

Dans le même moment, la crise sanitaire a surexposé les travailleuses les plus précaires et les moins rémunérées aux dangers du Covid 19. Les femmes ont, selon Rachel SILVERA (économiste) « *subi une hausse de la charge de travail pendant le confinement, tandis que la fermeture des écoles s'est traduite pour 43 % d'entre elles par plus de 4 heures de tâches domestiques supplémentaires [...] Les femmes sont plus nombreuses à déclarer ne pas disposer d'un endroit au calme pour télétravailler [et] à situation égale d'accès au télétravail, ce sont en majorité les femmes (70 %) qui ont pris un congé maladie pour garde d'enfant* ». La casse du cadre de l'éducation nationale, nous a plus que jamais fait cumuler les triples journées.

La pandémie n'est pas finie, et la crise économique, touchant particulièrement les jeunes et les femmes, va prendre de l'ampleur !

« On veut l'égalité au boulot ! »

L'égalité professionnelle ne se limite pas à l'égalité salariale. Les femmes ont des salaires de 25 % inférieurs à ceux des

hommes. Mais il y a aussi d'autres discriminations. Avec les trois huit, les jeunes femmes ont de plus en plus de mal à avoir des enfants. Ne pas manger à heures régulières, avoir des horaires décalés, cela provoque des problèmes hormonaux. Qui n'a pas entendu de sa direction que ces salariées n'ont pas une hygiène de vie correcte ?...

Dans un contexte d'aggravation des inégalités liées aux politiques d'austérité et à la guerre des classes que nous mènent la classe des super-riches, la progression des forces et des idées d'extrême droite occupe une place qui contrecarre la place des femmes dans la société, leurs droits, qui usurpe les exigences féministes à des fins racistes, inégalitaires et discriminatoires.

Les mobilisations de ces dernières années, en France et partout dans le monde, ont réussi à sortir les violences sexistes et sexuelles de l'ombre, à mettre enfin sur le devant de la scène la parole des femmes. Pourtant, pouvoirs publics et employeurs se limitent à des engagements sans lendemain, prétextant la crise économique et sanitaire pour renvoyer la question des violences sexistes et sexuelles à plus tard.

RENDEZ-VOUS LE 8 MARS PROCHAIN,

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE

POUR LES DROITS DES FEMMES, DONT LA THÉMATIQUE 2021 SERA
L'ÉDUCATION À L'ÉGALITÉ, NOTAMMENT DANS LES RELATIONS FILLES/GARÇONS.



Missions légales récurrentes

Consultation annuelle sur
la situation économique
et financière

Consultation sur la
politique sociale, les
conditions de travail et de
l'emploi

Orientations Stratégiques
de l'entreprise

Missions légales ponctuelles

Licenciement

Alerte

O P A

Concentration

Missions conventionnelles

Tenue de comptabilité

Révision des comptes

Etablissement des états
financiers

Social (Paies et déclarations
sociales)

Conseil

Assistance à la rédaction du
rapport de présentation des
comptes

60 Rue Racine
69100 VILLEURBANNE
04 78 69 17 81
www.mericassocies.com





LES DÉRIVES DU LANGAGE

« Qu'en termes galants ces choses-là sont mises » (*Molière – Le Misanthrope*)

Nous disons	Ils disent	Pourquoi
Cotisations sociales	Charges sociales	Le patronat préfère parler de « charges », se victimisant et niant ainsi le salaire socialisé, donnant prétexte aux « allègements » destructeurs des recettes de la Sécurité sociale pour justifier une fausse non-viabilité.
Capitalisme	Néo-libéralisme	Pour ses partisans il s'agit de promouvoir un libéralisme renouvelé, reposant sur le monétarisme et l'économie de l'offre prôné par Reagan et Thatcher. Le terme capitalisme est pour eux trop explicite, trop compréhensible par tous et ouvre la voie à l'anti-capitalisme, voire le socialisme ou le communisme, horreur !
Révolutionnaire	Terroriste	La révolution fait peur au bourgeois, tout comme le terrorisme d'où l'assimilation. Attention, durant l'Occupation, les Résistants étaient qualifiés de terroristes par les nazis et leurs soutiens, français collaborateurs.
Mondialisation	Globalisation	Globalisation est simplement la traduction anglo-américaine de mondialisation. Le terme français convient très bien, aucun intérêt à utiliser celui-ci.
Chambres	Parlement	Le parlement français comprend deux chambres, l'Assemblée nationale et le Sénat. Parler simplement de parlement occulte la spécificité de chacune des deux chambres et occulte le rôle de modérateur que peut jouer le Sénat.
Réformiste	Moderne	Nos institutions progressistes, comme la Sécurité sociale, sont forcément dépassées pour qui veut les faire disparaître et les remplacer par d'autres, plus « modernes » selon la conception capitaliste.
Recul	Réforme	Réforme a pris aujourd'hui un sens négatif, voir la réforme des retraites, qui repousse l'âge de départ et augmente le nombre d'années de cotisation. Auparavant, jusqu'à une date relativement récente, une réforme impliquait l'amélioration d'une situation donnée. Aujourd'hui, il s'agit de contre-réformes.

Nous disons	Ils disent	Pourquoi
Nationalisme	Patriotisme	Le patriotisme, marquant l'attachement positif à son pays, est souvent dévoyé en une vision restrictive et fermée de celui-ci impliquant repli sur ses valeurs et son intérêt propre, une fermeture à l'autre, en particulier s'il est issu d'un pays ou d'une population non européenne.
Salarié	Collaborateur	Utiliser collaborateur vise à faire semblant de considérer le salarié ou le travailleur comme son égal, à l'entraîner vers une complicité avec sa hiérarchie et ses objectifs, à lui faire oublier que son patron est un adversaire. À son patron, il faut répondre en lui rappelant qui était collaborateur en 1940.
Militant	Activiste	Encore un mot tiré de l'anglo-américain : activist = militant, mais activiste a une connotation de recours à la violence que n'a pas militant. Activiste est souvent employé avec un côté péjoratif, niant la justesse de son engagement. Vive nos amis québécois, qui s'efforcent de préserver la langue française !
Tract	Flyer	Le tract est sans doute trop marqué comme outil politique puisque les militants le remplacent par flyer. C'est tellement plus chic d'employer un mot anglais !
Foyer (épidémique)	Cluster	Le cluster serait-il moins dangereux que le foyer épidémique ? Il ajoute une sorte de mystère où il n'y a que peur et souffrance.
Profit	Résultat	Toute entreprise capitaliste est censée faire du profit mais il semblerait que, pour certains, ce soit un gros mot, souvent remplacé par résultat, plus neutre, non sujet à polémique.
Milliard	Billion	Employer billion, terme anglo-saxon, plutôt que milliard est un snobisme de journaliste ou de « décideur », qui montre ainsi qu'il manie des données internationales...
Camp de concentration	Camp d'internement Camp de rétention	Le camp d'internement est banal, le camp de concentration, qu'il soit nazi ou français (il y en a eu plus d'un sur notre territoire, à différentes époques) est synonyme d'horreur et de traitement inhumain des détenus, étrangers, politiques, politiquement ou socialement non acceptables.
Plan de licenciements	Plan social	Quelle belle hypocrisie que de qualifier de social ce plan dont l'unique but est de licencier ou de faire quitter l'entreprise aux salariés désignés, sans pleurs ni révolte !
Organisations syndicales	Partenaires sociaux	Disons-le une bonne fois : la CGT n'est pas, n'a jamais été et ne sera jamais partenaire du MEDEF. C'est une question d'orientation de classe. Elle laisse cela à d'autres organisations...

VACCINATION COVID, UNE CAMPAGNE À DEUX À L'HEURE ET POUR CAUSE...



La réalité historique est là, le seul moyen efficace pour combattre une épidémie, une pandémie, c'est la vaccination de masse qui permet d'atteindre le niveau d'immunité collective requis. Si des maladies comme la variole, la rage, la tuberculose et bien d'autres ont pu être éradiquées ou quasi, c'est bien grâce à la vaccination, tout en laissant à chacun le choix de la faire, ou pas, mais en assumant sa responsabilité.

Dans le cas de la covid-19, la réalité est plus nuancée : le vaccin protège des formes graves de la maladie, mais rien n'indique qu'il empêche la contamination. L'immunité collective passera donc par une vaccination de masse car plus les gens seront vaccinés, plus les formes de la maladie seront légères et plus la contagion baissera en intensité et en durée.

Mais, le constat est là aussi : les décisions et la stratégie décidées par le gouvernement sont loin de répondre à l'enjeu et d'avoir l'efficacité nécessaire. À l'heure où nous écrivons ce papier, nous sommes au 15^{ème} jour du lancement de la campagne et à peine 140 000 patients sont vaccinés. **Après le scandale des masques, des tests, le gouvernement prouve une fois de plus son incapacité à anticiper et prendre les décisions les plus évidentes. Certains parlent d'incompétence, ne doit-on pas y voir là simplement des choix politiques délibérés et non assumés ?**

Pour une vaccination de masse, il faut des vaccins en quantité. Pourquoi le gouvernement a-t-il fait le choix de si peu précommander alors que d'autres États ont fait des commandes 4 à 6 fois supérieures ? Pourquoi ne s'être inquiété de la logistique qu'une semaine avant l'arrivée du vaccin ? Pourquoi faire appel à un cabinet privé américain pour venir à notre rescousse alors que nous avons dans notre pays des professionnels qui font cela au quotidien, telle la branche professionnelle de la répartition pharmaceutique, 16 000 salariés, qui chaque jour approvisionnent les officines de pharmacie, les hôpitaux, les centres de soins... en médicaments et autres produits de santé ? **Autant de questions pour lesquelles mieux vaut ne pas avoir de réponse du gouvernement, qui ne fera que se dédouaner ou mentir comme il l'a fait pour les masques et les tests.**



Certains disent que c'est une honte pour la France et nous comparent avec d'autres pays qui ont moins de moyens. Ils n'ont pas tout à fait tort mais il faut aussi avoir un peu de discernement.

Par exemple : on nous dit qu'en Israël, déjà 20 % de la population sont vaccinés. Certes, mais il faut prendre en compte certains paramètres qui sont propres à ce pays. Du fait qu'il est en guerre (illégitime à notre avis) depuis plusieurs dizaines d'années, il « bénéficie » d'une administration et d'une logistique de guerre qui montrent leur efficacité, de bonne ou de mauvaise façon, car la démocratie n'y a pas sa place. De même, il a fait le choix politique de payer son premier lot de vaccins 4 fois le prix de celui payé par la France et d'autres pays (environ 60 € au lieu de 12 €) et de payer le double pour les lots suivants, choix qu'ont fait aussi les États-Unis, l'Angleterre et d'autres.

**DOIT-ON FAIRE LE CHOIX,
PARCE QUE LA VIE N'A PAS DE PRIX,
D'ACCEPTER « D'ENGRAISSER »
LES LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES
ET SURTOUT LEURS ACTIONNAIRES ?
D'AUTRES CHOIX NE S'IMPOSENT-ILS PAS ?**





Des questions se posent : pourquoi de telles concessions sur le prix à payer alors que le vaccin du labo AstraZeneca aura, lui, un prix de moins de 2 €. On a déjà un début de réponse. Ce labo n'est pas plus humaniste que d'autres. Si le prix de son vaccin est à ce niveau, qui est en fait le juste prix de production, on doit en remercier **l'université d'Oxford qui a piloté et mis tous ses moyens de recherche sur ce vaccin et a imposé à AstraZeneca que le prix ne soit pas au-delà de son coût de production.**

En abordant la **question du prix**, ne sommes-nous pas là sur la première raison des freins à une campagne massive de vaccination de la population mondiale ? **Pour nous, c'est le cœur du problème.** Tout un chacun est unanime et félicite les labos d'avoir en moins d'un an mis tous leurs moyens de recherche en œuvre pour aboutir à la production d'un vaccin. **C'est vrai, c'est une prouesse scientifique qui met en exergue les capacités et compétences de la recherche scientifique d'aujourd'hui.** Mais c'est aussi la preuve que, lorsque l'on a la volonté et qu'on y met les moyens, tout est possible. **Cette prouesse n'est pas à mettre au seul crédit des labos, loin de là. N'oublions pas que ceux-ci (surtout ceux des Big Pharma) ont perçu de la part de plusieurs États près de 14 milliards pour financer la recherche** et que les précommandes de millions de doses d'un vaccin n'existant pas encore et n'étant pas encore produites, ce n'en est pas moins **une manne financière considérable pour ces labos.** Bref, la démonstration est faite que lorsque les pouvoirs politiques daignent et sont contraints de reprendre la main pour répondre aux besoins des populations, on avance. Si les mêmes mesures étaient prises pour nombre de pathologies touchant moins de monde, n'impactant pas forcément les pays « riches »....

Toujours est-il que, bien que ce soit l'impôt des citoyens qui a payé la recherche et, par le biais des précommandes, la majeure partie des investissements de production, les labos, **ces Big Pharma, faute de courage et décision politique, ont la propriété intellectuelle des vaccins, sont les seuls détenteurs des brevets et, forts de cela, font la pluie et le beau temps sur qui aura le vaccin en premier ? en quelle quantité ? à quel prix ? où sera-t-il fabriqué et par qui ? C'est inadmissible !**



La recherche, pour une bonne partie, a été faite aussi par des universités et un service public. Les investissements ont été payés par des fonds publics. **En vertu de quoi ces vaccins seraient propriété d'entreprises privées ? Pour nous, c'est non !** Ces vaccins ne sont pas un bien marchand, c'est un bien commun de l'humanité qui a déjà payé la facture. On ne doit pas payer une deuxième fois quand bien même ce serait par le biais de notre Sécurité sociale, qui n'est financée que par nos cotisations. **Il faut lever la propriété intellectuelle, les brevets. Ces vaccins sont propriété des populations qui les ont financés et qui en ont l'usage.**

Supprimer les brevets c'est aussi permettre à toute entreprise, disposant de l'outil, de produire les vaccins, et il y en a des dizaines en Europe, des centaines dans le monde. Faire cela, c'est mettre fin à l'arrivée des vaccins au compte-gouttes qui impose de prioriser les patients. Avec un peu de courage, les États pourraient même réquisitionner ces outils si certaines entreprises étaient quelque peu récalcitrantes. **Mettre de telles décisions en œuvre, c'est vacciner la population mondiale d'ici la fin de l'année alors que les meilleures prévisions aujourd'hui annoncent mi-2022, et partiellement puisque certains pays ne peuvent payer les prix exigés par les labos.**

**LA FNIC-CGT, TOUT COMME LA CGT,
AVEC D'AUTRES SYNDICATS, PARTIS POLITIQUES,
ASSOCIATIONS, ONG,
EST ENGAGÉE DANS UNE CAMPAGNE
POUR QU'IL N'Y AIT AUCUN PROFIT SUR LA PANDÉMIE
ET POUR LA SUPPRESSION DES BREVETS.**

La **"gratuité du vaccin"** telle qu'annoncée par le Président de la République ne doit pas signifier grever encore plus le budget de la Sécurité sociale en faisant **payer une deuxième fois de façon détournée des sommes exorbitantes aux assurés.** Faire des vaccins et traitements contre les pandémies, avec les biens publics mondiaux, doit passer par la fin des droits de propriété intellectuelle et des savoirs. **C'est aussi encourager le développement de capacités publiques de production et de distribution pour que notre santé ne dépende pas des choix financiers de quelques grandes entreprises.**

C'est parce que nous refusons que certains tirent des profits sur la pandémie qu'une pétition européenne a été lancée pour exiger des vaccins et des traitements sûrs, transparents, accessibles à tou.te.s ! En mobilisant un million de signatures à travers le continent nous pourrions faire entendre et exiger une réponse solidaire à la crise.

Pour signer et discuter de cette pétition au sein de vos organisations, voici le lien français :
<https://noprofitonpandemic.eu/fr/>





RESTRUCTURATIONS

Comment anticiper et réagir ?

La crise économique et financière aura des incidences significatives, au moins à court et moyen terme, sur les entreprises et les salariés. Le rôle des représentants du personnel et des organisations syndicales sera majeur pour concourir à la **préservation de l'emploi, du pouvoir d'achat et des conditions de travail des salariés.**

Dans ce contexte et pour vous préparer au mieux, l'établissement d'un **diagnostic** fin sur la situation ainsi que la mise en place des formations adaptées sont des étapes clés pour **forger votre opinion et être force de propositions.**

5 ÉTAPES ESSENTIELLES

1

Anticiper
et vous
former

2

Conduire
un **diagnostic**
complet des
problématiques
de l'entreprise

3

En cas
d'ouverture
de négociation,
prévoir un
**accord
de méthode**
pour sécuriser
le rôle du CSE
et des OS
avec les moyens
nécessaires

4

Challenger
le projet de la
Direction en
examinant
les
alternatives
possibles

5

Introduire des
contreparties
**pour les
salariés,**
prévoir un
partage des
efforts mais
aussi des
résultats
à venir

SECAFI,
À VOS CÔTÉS,
POUR VOUS
ACCOMPAGNER



01 53 62 70 00 - contact@secafi.com

www.secafi.com

